



# Assistance technique en soutien aux réformes de la gestion des finances publiques au Cameroun

## TERMES DE REFERENCE

Mission d'assistance technique non principale (CT)

**Objet de la mission** : Elaboration et appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication institutionnelle de la Chambre des comptes de la Cour suprême du Cameroun.

## Synthèse

N° de référence	2020-09
Objet de la mission	Elaboration et appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication institutionnelle de la Chambre des comptes de la Cour suprême du Cameroun.
Institution bénéficiaire	Chambre des comptes de la Cour suprême
Nombre de jours de travail envisagé	30 JH
Date (indicative) - première mission sur place	<b>FEVRIER 2021</b>
Profil des Experts	Expert en communication institutionnelle

### Table des matières

<b>I.</b>	<b>Contexte et justification .....</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>Objectifs .....</b>	<b>4</b>
A.	Objectif général .....	4
B.	Objectifs spécifiques.....	4
C.	Livrables attendus .....	4
<b>III.</b>	<b>Méthodologie proposée .....</b>	<b>5</b>
<b>IV.</b>	<b>Profil des experts .....</b>	<b>6</b>
<b>V.</b>	<b>Période et lieu de la mission .....</b>	<b>6</b>

## **I. Contexte et justification**

Aux côtés des chambres administrative et judiciaire, la Chambre des comptes est l'une des trois chambres qui forment la Cour suprême de la République du Cameroun.

Elle est une juridiction relativement jeune puisqu'elle ne fut instituée qu'en 1996 par la loi n°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 juin 1972. Son organisation, ses attributions et son fonctionnement sont fixés par les lois n°2003/005 du 21 avril 2003 et n°2006/016 du 29 décembre 2006.

Lors de sa création et jusqu'à très récemment, l'activité de la Chambre était relativement limitée puisque son rôle consistait essentiellement à assurer le contrôle juridictionnel des comptes publics. Il s'agissait en effet de mettre en jeu la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics en cas de manquements à leurs obligations, notamment en les mettant en débet, c'est-à-dire en leur faisant rembourser les sommes indûment payées ou les recettes non recouvrées.

En juillet 2018, les lois n°2018/011 et 2018/012 sont venues accroître considérablement le domaine de compétences de la Chambre des comptes. En plus de ses attributions initiales, la Chambre se vit confier les missions suivantes : contrôle et jugement des ordonnateurs et des contrôleurs financiers, évaluation des politiques publiques, audit de performance des administrations, certification du Compte Général de l'Etat, et assistance du Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Pleinement mises en œuvre, ces nouvelles attributions devraient permettre à la Chambre des comptes d'exercer une « magistrature d'influence », c'est-à-dire une magistrature dont la force des décisions réside dans leur publication et leur appropriation par la société civile.

Cette magistrature d'influence requiert ainsi une politique de communication moderne, innovante et adaptée aux ressources humaines et financières de la Chambre, qui demeurent à ce jour limitées. En outre, la communication de la Chambre ne saurait être lancée tous azimuts car la plus haute juridiction financière du Cameroun s'inscrit dans un cadre institutionnel à la fois concurrentiel et complexe dont la prise en compte est essentielle au succès de l'affirmation progressive et graduelle de la Chambre sur l'échiquier politique du pays.

Sur financement de l'Union européenne, Expertise France accompagne depuis novembre 2019 la Chambre des comptes dans sa montée en compétences. Notre objectif est de contribuer à la professionnalisation de la Chambre et à sa légitimation en tant qu'institution supérieure de contrôle. Pour ce faire, un magistrat issu d'une juridiction financière française est déployé auprès de la Chambre pour une période de trois ans et des experts courts-termes sont mobilisés régulièrement pour contribuer au renforcement de capacités de la Chambre.

## II. Objectifs

### A. Objectif général

Doter la Chambre des comptes d'une stratégie opérationnelle de communication, adaptée au contexte politique dans lequel elle évolue et aux fortes contraintes qui sont les siennes (ressources humaines et financières disponibles), et appuyer sa mise en œuvre afin de garantir son déploiement effectif.

### B. Objectifs spécifiques

**O.S.1.** : La Chambre des comptes dispose d'un document cadre appelé « Plan stratégique de communication institutionnelle (2021-2022) » fixant les grandes orientations de la Chambre en termes de communication, ainsi que les activités, livrables et outils correspondants, pour les deux prochaines années.

**O.S.2.** : Sur la base d'un cahier des charges rédigé et validé (arborescence, contenu, fonctionnalités) par le Président de la Chambre, cette dernière est en mesure d'ordonner le déclenchement des travaux relatifs à la modernisation du site internet par le prestataire informaticien recruté à cet effet par la Chambre.

**O.S.3.** : Appuyée et coachée par l'expert en communication, la Chambre communique de manière régulière, efficace et innovante via différents canaux (site internet, réseaux sociaux, conférences de presse, séminaires).

**O.S.4.** : Les principaux membres du service « communication » de la Chambre ont été formés à la réalisation de produits de communication simples et efficaces (ex : tournage, montage et publication d'une vidéo de 3 minutes dans laquelle un membre de la Chambre expose les principales recommandations formulées à l'endroit d'une institution ayant fait l'objet d'un contrôle de performance).

### C. Livrables attendus

- **Livrable n°1** : Elaboration d'un document cadre portant « Plan stratégique de communication institutionnelle de la Chambre des comptes ». Pour assurer son exécution complète à l'horizon fin 2022, ce document se devra d'être le plus opérationnel possible. Autrement dit, l'expert devra s'assurer que toute proposition d'action de communication puisse être exécutée de manière réaliste par les effectifs de la Chambre à court ou moyen terme. Pour ce faire, l'expert devra faire preuve d'ingéniosité afin d'imaginer des outils innovants, simples et accessibles, à même d'optimiser les canaux de communication de la Chambre. La stratégie devra inclure au minimum les éléments suivants :

- Pour chaque domaine de compétences de la Chambre<sup>1</sup>, une série de livrables concrets de communication à produire sur la période 2021-2022. Chaque livrable fait l'objet d'une présentation (force, écueils à éviter, objectif, public cible) et d'une note méthodologique visant l'autonomisation des acteurs. La simple consultation de la stratégie par un membre de la Chambre devrait suffire à le guider dans la production de livrables solides et efficaces ;
  - Un calendrier d'exécution des différents livrables ;
  - Un dispositif de suivi-évaluation simple et clair permettant au Comité de pilotage « com' » de faire le point de manière trimestrielle sur l'exécution du Plan stratégique. Les responsables communication de la Chambre devront pouvoir renseigner régulièrement et facilement les données nécessaires au suivi de l'exécution.
- **Livrable n°2** : Cahier des charges du site internet de la Chambre des comptes (arborescence, contenu, fonctionnalités) sur la base duquel l'informaticien web-designer recruté par la Chambre procèdera à la montée en gamme du site internet.
- **Livrable n°3** : Formations pratiques centrées sur les méthodes de production simples de produits de communication (ex : production et montage de vidéos via smartphones ; production de vidéos animées) et sur l'utilisation des réseaux sociaux (tenir et alimenter un compte Youtube ; tenir et alimenter un compte Twitter ; comment accroître la visibilité de la Chambre sur les réseaux sociaux, etc.).
- **Livrable n°4** : Accompagnement et coaching en amont et/ou pendant le déroulement d'événements de communication majeurs sur l'année 2021 (conférences de presse, séminaire). Animations de visioconférences ou d'ateliers de préparation.

### **III. Méthodologie proposée**

Dans un premier temps, l'expert rencontrera le Chargé de projets « siège » d'Expertise France afin que les enjeux ainsi que le contexte du projet puissent être assimilés. Puis, dans un second temps, une visioconférence sera organisée avec le Chef de mission, magistrat financier français présent sur place, placé auprès de la Chambre des comptes du Cameroun. Enfin, une visioconférence réunissant les deux personnes susmentionnées, l'expert et les bénéficiaires camerounais sera organisée. Elle permettra de nouer les premiers contacts, de créer un groupe WhatsApp et d'organiser la première mission sur place.

---

<sup>1</sup> Contrôle juridictionnel des comptes publics, audits de performances, évaluation des politiques publiques, certification du Compte Général de l'Etat, etc.

En amont de cette première mission et sous réserve de validation par le Président de la Chambre, un comité de pilotage « communication » sera constitué afin que des points focaux soient nommés et pré identifiés avant l'arrivée de l'expert.

A distance, en amont de sa mission, l'expert engagera toutes les initiatives nécessaires à l'organisation et à la consolidation de son agenda de mission : prises de rendez-vous, fixation de dates, etc. Dans cette tâche, l'expert sera appuyé par le Chef de mission.

Lors de sa première mission sur place, l'expert devra récolter les données, informations, avis lui permettant de procéder à la réalisation des livrables 1 et 2.

Les livrables 3 et 4 seront progressivement produits au cours de l'année 2021.

#### **IV. Profil de l'expert**

##### Critères essentiels :

- Diplôme universitaire (bac+5) en communication et préférablement en communication institutionnelle ;
- Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la communication institutionnelle ;
- Expérience démontrée de l'élaboration d'un plan stratégique de communication institutionnelle ;
- Capacités d'adaptation dans un environnement de travail complexe et évolutif ;
- Sens prononcé de la diplomatie.

##### Critères additionnels :

- Expérience dans le domaine de la communication auprès d'institutions publiques d'Afrique subsaharienne serait un avantage ;
- Connaissances en finances publiques ;
- Bonne compréhension du rôle d'une Cour/Chambre des comptes.

#### **V. Période et lieu de la mission**

**Date indicative de la première mission sur place :** février 2021

**Lieu de la mission :** Yaoundé (capitale), exclusivement.

<b>Durée/Nombre de jours travaillés :</b> 30 jours
--